

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 20 F (200 FB)

12^e ANNEE - N° 181
LE NUMERO : 1 FF
10 FB ; 0,80 FS
7 au 20 octobre 1974

CHOMAGE, LICENCIEMENTS

Pour être efficace, la lutte doit écartier le mensonge de la défense de l'économie nationale et de l'entreprise

La bourgeoisie française, comme ses homologues américaine, anglaise, italienne ou japonaise, a beau manier alternativement l'optimisme (« L'emploi n'est pas inquiétant », déclaration du C.N.P.F., du 17-9-74) et les cris d'alarme (« Que le problème de l'emploi soit un problème brûlant, surtout à l'avenir, nul ne songe à le mettre en doute », Les Echos du 11-9), elle doit reconnaître que les lois de son économie la rendent, comme le disait Marx, « incapable même d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre même de son esclavage ».

Le marxisme l'a démontré depuis plus de cent ans. Le capital tend à jeter sans cesse à la rue des couches d'ouvriers, tout en intégrant d'autres, moins qualifiés, moins coûteux ou plus faciles à pressurer : il fait des chômeurs en période de prospérité pour « moderniser », rentabiliser, accroître le profit ; il en fait encore plus en période de crise, lorsqu'à ces exigences permanentes devenues plus impératives s'ajoutent les effets de la stagnation de la production, du renforcement de la concurrence et de la disparition des entreprises les plus faibles.

Le chômage et l'insécurité de l'emploi s'abattent aujourd'hui sur les ouvriers des capitalismes les plus puissants, hier encore les plus prospères : pour 1975 1 million de chômeurs prévus en R.F.A., plus de 6% de la population active aux U.S.A. En Italie, en Grande-Bretagne, le million est largement atteint. En France, le patronat prévoit 500.000 chômeurs officiels soit au moins 700.000 réels pour la fin 74 (sans parler de la « suspension de l'immigration étrangère qui équivaut à reverser un nombre important de chômeurs sur les autres pays) ; il évalue à 300.000 (Les Echos du 11-9) le nombre annuel des licenciements individuels (sans parler du nombre incalculable de « démissionnés volontaires » noyés dans la masse des 1.400.000 travailleurs quittant leur emploi dans l'année), en se réjouissant que le chiffre des licenciements collectifs soit en baisse (39.599 pour 1973 contre 55.715 pour 1970) : on sait comment la loi bourgeoise permet de baptiser « individuels » ou « collectifs » selon les besoins de la cause les mêmes mises à pied... Il feint de considérer comme un phénomène contingent ou « saisonnier » (Yvon Chotard, président de la Commission sociale du C.N.P.F. ; Figaro du 13-9-74) l'accroissement spectaculaire du chômage des jeunes et des femmes, et prétend réfuter les prévisions alarmantes en citant les secteurs où l'on manque de main-d'œuvre (Peugeot, qui après avoir licencié hâtivement de nombreux travailleurs, prospecte aujourd'hui en Italie du Sud...). Comme si ces contradictions apparentes n'étaient pas les traits classiques des flux et des reflux de l'armée de réserve ! Depuis juillet 10.000 enseignants non titulaires sont débauchés totalement ou partiellement, sans indemnités ou avec un royal 10 francs par jour sous conditions. Dans une quantité de petites et moyennes entreprises, des ouvriers en-

trent en lutte comme ils peuvent contre les licenciements qui les menacent, à Annonay (tanneries), à Angoulême (Soyaux), Cholet (confection), Toulon (manufacture Buda), à Fos et dans toute la région Provence-Côte d'Azur (où le chômage officiel a doublé de 1966 à 1973). Mais même des entreprises plus considérables sont le théâtre de luttes d'une certaine importance : Titan-Coder, la S.N.I.A.S., la Transat avec l'occupation du France. Cette tendance du capital à s'alléger d'une force de travail devenue excédentaire dans les conditions de production mercantiles concurrentielles aiguës par la crise, la bourgeoisie la baptise aujourd'hui cyniquement : « DEGRAISSAGE des entreprises » ! Les progrès de productivité obtenus en accumulant sous forme de machines le produit du travail des prolétaires permettent et engendrent... de nouvelles économies de main-d'œuvre : tannés d'abord, « dégraissés » ensuite, en attendant de servir, quand il le faudra, comme chair à canons dans la guerre impérialiste pour le partage des marchés et le « dégraissage » en grand de la surproduction... : voilà le sort que le capital promet aux exploités !

Mais chaque bourgeoisie nationale ne peut se livrer à ces opérations nécessaires à la santé du capital avec toute la tranquillité d'un honnête boucher. Elle craint la riposte de ses victimes, la charge explosive de milliers de chômeurs jetés sur le pavé et des luttes collectives engagées par les prolétaires contre les licenciements. L'histoire lui a enseigné quelques palliatifs : permettre à certaines catégories de chômeurs de subsister grâce à un système d'allocations financées, comme on le sait, par les futurs chômeurs eux-mêmes... ; empêcher la riposte collective par des mesures juridiques qui distinguent les cas, séparent et opposent entre eux les licenciés, par des « garanties » qui permettent de corrompre certaines couches dont on achète la trahison, et de laisser aux autres un répit illusoire après lequel ils se retrouvent bernés et isolés (voir la loi sur les licenciements de juin 1973, et l'actuel projet d'un Fonds de garantie assurant, à un nombre limité de salariés, et sous une série de conditions un an de salaire maintenu en cas de licenciement collectif) ; faire miroiter des promesses de promotion : c'est la grande offensive de la Formation permanente, des stages de reconversion, etc., accueillie avec des braiements de joie par les ânes

cultivés de la petite-bourgeoisie intellectuelle, qui permet des

DANS CE NUMERO :

- L'opportunisme stalinien pilier du militarisme bourgeois.
- Espagne : la junte démocratique.

délestages « en douceur », tout en accreditant l'idée que le chômage est l'effet du « manque d'harmonie entre la qualification et l'emploi », et non une loi immanente du capital.

Tout cela s'accompagne d'un appel au sens de la responsabilité, à la solidarité d'entreprise

(Suite page 2)

INITIATIVE XÉNOPHOBES EN SUISSE

La solidarité de classe avec les ouvriers immigrés ne peut se limiter à voter non

Le 20 octobre, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur une modification de la Constitution Fédérale, modification présentée par l'« Action Nationale » contre « l'emprise et la surpopulation étrangère ».

Cette initiative propose :

- de limiter les naturalisations à 4.000 par an ;
- de faire en sorte que le nombre de résidents étrangers en Suisse ne dépasse pas 500.000, la population d'étrangers dans chaque canton n'excédant pas 12 % de la population (à l'exception du canton de Genève 25 %) ;
- ne sont pas comptés dans le nombre d'étrangers 150.000 saisonniers ne résidant pas plus de six mois et n'ayant pas leur famille, 70.000 frontaliers, le personnel hospitalier et les diplomates ;
- la mesure doit être appliquée dès l'acceptation de l'initiative jusqu'au 1^{er} janvier 1978. Le chiffre de la population étrangère est réduit des étrangers naturalisés à partir du 1^{er} décembre 1970.

Lorsque l'on sait que sur une population de 6.500.000 personnes il y a aujourd'hui 1.052.000 étrangers, dont 595.000, soit 57 % d'entre eux, exercent une activité productive, on mesure toute l'absurdité et le cynisme de cette initiative. C'est 300.000 travailleurs annuels, 42.000 saisonniers et 22.000 frontaliers qu'il faudrait renvoyer chez eux, soit un train de 500 personnes par jour pendant 3 ans.

Cette initiative, présentée par les milieux d'extrême droite xénophobe, trouve un écho dans la population grâce aux arguments avancés (n'oublions pas qu'une initiative de même ordre, la seconde, présentée au peuple suisse le 7 juin

1970, avait réuni environ 46 % des suffrages exprimés). Non seulement l'extrême droite agite des slogans dans le style : manque de logements, manque de place dans les hôpitaux et les écoles, nuisances occasionnées par des gens au comportement quotidien différent, etc..., mais elle se risque à avancer des chiffres en termes d'économie nationale pour donner un vernis scientifique à son idéologie raciste. « C'est 200.000 « bons » francs suisses que l'économie nationale doit trouver pour chaque travailleur additionnel ; le rendement économique d'un immigré est évalué

(Suite page 4)

Les bourgeois français et leurs laquais inquiets de la puissance de l'Allemagne

« L'Allemagne est redevenue une force » (Editorial du Monde du 27-9), telle est la constatation terrifiée de la bourgeoisie française et de ses laquais après le coup de tête du chancelier Schmidt.

Le plus grave en effet dans le veto allemand n'est pas que la « politique agricole commune » soit contestée par l'Allemagne. D'une part ce n'est pas un secret que l'Allemagne a longtemps dû supporter sans rien dire de payer les difficultés et les transformations de l'agriculture de ses partenaires, et principalement de l'agriculture française : la présentation de ce financement comme une contrepartie « légitime et naturelle » à l'offre d'un débouché pour les produits industriels allemands n'a été qu'un leurre destiné à cacher que la tentative d'accrocher la R.F.A. aux

économies de l'Europe occidentale, contre l'espoir vain qu'elle se décroche à jamais économiquement de l'autre partie de l'Allemagne, le tout considérablement « aidé » par la puissance militaire des alliés occidentaux, enveloppé dans le vieux rêve français de l'association entre le fer de Lorraine et le charbon de la Ruhr et enrubanné de songes creux sur le « dépassement des égoïsmes nationaux » dans la société capitaliste. D'autre part, les taux d'inflation très différents entre l'Allemagne (où les prix n'augmentent pas de plus de 6,5 % l'an) et les autres pays (où les 20 % ne sont pas loin d'être

atteints) devaient entraîner des difficultés et des tensions.

Le grand sujet de terreur, c'est que, bien qu'on s'y attende, l'Allemagne ait brutalement eu la force de taper du poing sur la table, et ce, en dépit de trente années de politique destinée à l'empêcher d'en arriver là.

Il n'a pas suffi de démanteler l'industrie la plus concentrée d'Europe. Le pays a été coupé en deux Etats, des régions entières annexées par les Etats voisins. Mais la dialectique du développement capitaliste a voulu que ce soit précisément le rameau élagué de l'arbre capitaliste qui repousse avec le plus de vigueur au point aujourd'hui de gêner les autres : la seule Allemagne de l'Ouest est devenue aujourd'hui une puissance commerciale qui peut rivaliser sur le marché mondial avec une Amérique qui, hier victorieuse, a dû quand même financer son redémarrage. Le dynamisme et l'efficacité de la R.F.A. sont tels qu'elle est le seul grand pays capitaliste à se payer le luxe, malgré les réévaluations successives du mark et l'augmentation du prix du pétrole, d'avoir un excédent com-

(suite p. 3)

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 25 octobre, 20 h 45

Salle Lancry, 10, rue de Lancry

Paris-10^e (métro République)

PORTUGAL, GRECE, ESPAGNE...

LES PARTIS STALINIENS A L'ŒUVRE

La lutte contre le chômage et les licenciements

(suite de la page 1)

et à la solidarité nationale (c'est-à-dire à la solidarité avec les exploités de son pays contre les exploités des pays voisins, qu'il faut coiffer au poteau sur le marché mondial) : le patronat (le C.N.P.F. réuni le 17-9) « pense aussi que les circonstances exigent de serrer les rangs et de renforcer la solidarité entre les agents économiques » (« agents économiques » s'il vous plaît, et non plus « graisse excédentaire » dans ces cas là!).

Comment l'opportunisme, qui prétend défendre les travailleurs, mène-t-il les luttes en cours ?

Bien entendu, il peut admettre des formes de lutte diverses, pourvu qu'elles n'entrent pas en contradiction avec les principes qui orientent son action.

Pour éviter que les luttes ne débouchent sur une unité de classe réelle, on les oriente vers l'« union avec la population », et les appels à l'opinion publique. A la Foire de Marseille, les opportunistes ont failli se laisser déborder par les manifestants de Titan-Coder auxquels s'étaient joints d'autres ouvriers d'entreprises menacées. A Paris, ils ont eu la prudence pour éviter toute polarisation de classe, de les faire, comme dit burlesquement l'*Humanité* du 21-9-74, « manifester en car à travers Paris (!) pour s'opposer au démantèlement de l'unique entreprise française de matériel roulant... ». En 1946, Thorez se répandait en discours écœurants destinés à justifier du reproche d'égoïsme devant leurs exploités bourgeois les ouvriers coupables d'aspirer en pleine reconstruction au minimum vital. Aujourd'hui, Marchais demande dans son discours d'Albertville, l'appui de l'opinion, de « toute la population », à des travailleurs qui « loin de défendre des intérêts particuliers » défendent « l'intérêt véritable du développement économique du pays » ; et le P.C. se félicite de l'appui de... l'U.D.R. dont l'*Humanité* du 25-9 cite avec satisfaction le tract distribué à la S.N.I.A.S. de Toulouse, approuvant une action « vouée à la défense du patrimoine national », que le P.C. baptise en parfaite harmonie en effet, « la bataille du Concorde ». C'est que l'opportunisme veut « stimuler l'unité nationale », et défendre, non l'emploi, mais, d'abord, le produit tricolore. « C'est la même chose ! » répète-t-il... Mais, pour « sauver la France », il est prêt non seulement à entrer avec le patronat dans la basse cuisine des recettes d'exploitation (« autoriser l'installation sur le France de jeux d'argent » suggère dans sa déclaration au Monde du 25-9-74 A. Gruenais, secrétaire général des marins C.G.T.), mais à lui souffler d'autres recettes, que le patronat d'ailleurs connaît fort bien : maintenir le France jusqu'à ce qu'on crée « un bateau très automatisé, avec un personnel peu nombreux, d'un entretien facile... » « On sait bien que le personnel actuellement employé par le France ne pourra être repris en totalité sur ce nouveau bateau, mais on sait aussi que la croisière est un marché d'avenir » (*ibid.*). Autrement dit : moderniser, rentabiliser, accroître la productivité, réduire la main-d'œuvre, LICENCIER... en promettant des jours meilleurs ! Le P.C. réclame aussi la réouverture du bassin minier de Faulquemont : la France a besoin de charbon, les mineurs d'emploi, harmonie providentielle : il faut conserver les mines ! Le malheur, c'est que, dans les conditions du marché, il faut les conserver rentables, et c'est pourquoi la bourgeoisie préfère pour le moment importer le charbon de la Pologne « socialiste »... A moins qu'elle n'arrive, avec l'aide de ses courtrois de transmission opportunistes et de leur sens de la responsabilité nationale à recom-

mencer les « expériences productivistes » que les mineurs surexploités ont pu déjà apprécier dans le dernier après-guerre. Dans la vision féérique qu'un Marchais ou un Krasucki présentent des « moyens de résoudre la crise en général et la crise de l'emploi en particulier » (cf. le rapport de Marchais pour le XXI^e Congrès du P.C.F., son discours d'Albertville, ou les déclarations de Krasucki au *Figaro* du 21-9), tout est simple : il faut exploiter les richesses nationales dans l'expansion continue, avec un profit raisonnable. Mais quand les conflits réels l'obligent à passer au concret, l'opportunisme se trahit : il n'a pas d'autres recettes que celles de la bourgeoisie, mais il baptise simplement « restructurations », ou « reclassements nécessaires » (Discours d'Albertville, l'*Humanité* du 25-9-74) ou « réorganisations dont l'urgence est objectivement imposée par la nature de la crise » (déclaration du P.C. italien dans l'*Unità* du 7-9), les licenciements qui se font avec sa complicité ! Le reste de son programme de « lutte contre le chômage et la crise » — contrôle des dépenses, investissements qui n'aient pas pour but le profit, « création d'une commission parlementaire... qui aurait pour mandat de contrôler l'application effective des mesures d'assainissement de notre (souligné par nous - NdR) économie » (Marchais à Albertville) — relève de la rêverie petite-bourgeoise traditionnelle... mais non inoffensive pour la classe ouvrière qu'elle berce d'illusions.

Ainsi, tout en sacrifiant les intérêts immédiats de l'ensemble des ouvriers (ce qui n'exclut pas la « lutte » pour les aspirations mesquines propres à des couches privilégiées), l'opportunisme les soude à leur bourgeoisie nationale dans la guerre économique, dont ils voudraient que les seules victimes soient les ouvriers des autres pays (« Nous ne formulons qu'un seul préalable : que ne soit engagé sur ce paquebot aucun marin étranger » déclarait le cégétiste Gruenais dans l'interview du Monde déjà cité). Il les entretient à la fois dans l'idée de la pérennité des rapports capitalistes de production, et dans l'illusion qu'on peut résoudre et éliminer le chômage dans le cadre mercantile capitaliste. Ajoutons : dans la superstition d'un Etat capitaliste-arbitre qui devrait « prendre ses responsabilités »... et prendre conseil auprès de ses larbins syndicaux : « Les brillants résultats des dirigeants de l'économie devraient les inciter à traiter avec moins de désinvolture l'avis des organisations syndicales. La C.G.T. est disposée à contribuer à la solution positive de chacun des conflits en cours » (Krasucki, conférence de presse sur l'emploi, l'*Humanité* du 19-9) ; et le même Krasucki avertit la bourgeoisie, dans une déclaration aux *Echos* du 17-9, que « sa politique, visant à faire supporter la charge aux travailleurs est de nature à engendrer des tensions sociales de plus en plus fortes » : beau langage de valet faisant des remontrances à un maître un peu léger, et lui rappelant comment il faut traiter le peuple pour éviter les ennuis !

« La crise et le chômage ne sont pas une fatalité ! » clame l'opportunisme. En effet ! le chômage n'est pas une « fatalité », mais une loi du capitalisme contre laquelle les exploités peuvent se défendre partiellement et temporairement, non par l'appel à l'opinion publique et aux garanties bourgeoises, mais par une lutte « égoïste » ; une loi dont ils ne se libéreront définitivement qu'en renversant par la violence le mode de production capitaliste, et d'abord les Etats qui en sont les remparts.

Aux recettes opportunistes de rafistolage de l'économie bourgeoise, les communistes opposent la solidarité sans condition et le soutien aux ouvriers qui se battent contre les licenciements. Ils n'ont pas de recette garantissant la victoire. Mais ce qui est sûr, c'est que les travailleurs ne peuvent espérer un succès, même limité et temporaire, qu'en refusant les manœuvres dilatoires interclassistes et pacifistes ; en refusant aussi

bien de se laisser enfermer dans l'usine que noyer dans le faux « élargissement » du combat que sont les pétitions, les appels à l'opinion et l'unité avec... l'UDR !

Dans ces luttes, les communistes avancent des revendications qui, soutenues par des méthodes de lutte de classe, visent à la fois à défendre réellement les prolétaires, actifs et chômeurs, et à les unifier face au capitalisme, dans la perspective de la lutte finale contre l'esclavage salarié.

Contre la logique capitaliste, qui impose aux uns des horaires de forçats (en jouant de la concurrence pour les y contraindre) et aux autres l'inemploi, ils revendiquent la réduction draconienne du temps de travail et la suppression des heures supplémentaires sans diminution de salaire pour les travailleurs en activité ; d'autre part une allocation substantielle pour tous les salariés en chômage (y compris les femmes, les jeunes et les « non-français », messieurs

les social-chauvins !) tendant vers le *salaire intégral aux chômeurs*, que seule pourra réaliser la dictature du prolétariat.

Ces mesures sont les seules capables d'améliorer, du moins temporairement, les conditions de vie de la classe ouvrière. Mais la véritable lutte contre le chômage, c'est la lutte contre le régime du capital, que les travailleurs ne pourront pas ne pas entreprendre, au-delà des divisions d'entreprise, de catégorie et de frontière, pour la destruction du travail salarié, pour le communisme.

Là est le véritable « réalisme » ! L'analyse, l'action et les perspectives politiques de l'opportunisme (avec ses variantes P.S.U. ou P.S. que nous ne pouvons développer ici) constituent, eux, face au chômage et au début de crise, la véritable *politique du pire* : le pire pour la classe ouvrière à court et à long terme, le mieux pour la domination des « dégraisseurs » du capital !

ESPAGNE

Du Front Populaire à la Junte Démocratique, une politique conséquente

Dans une conférence de presse tenue à Paris le 30-7-74, le secrétaire du P.C.E. annonçait la constitution d'une « junte démocratique », présentée comme un large front de « toutes les forces

nationales », de la droite à la gauche, des curés aux militaires, des ouvriers aux patrons, bref, de tous les Espagnols... à part Franco et sa famille.

Cette junte est donc censée représenter toutes les classes qui, selon ces Messieurs, ont des intérêts à la rigueur différents mais non opposés, et se complètent harmonieusement. Bien entendu, si elle vise à l'englober comme masse de manœuvre soumise à l'intérêt « mutuel », le prolétariat ne figure pas comme classe dans cette junte, tout comme il était absent des nombreux « pactes » qui ont été réalisés en son nom et sur son dos depuis le Front Populaire. Quant à la présence du P.C.E. dans cette « junte démocratique », elle a une double signification.

D'abord elle doit être considérée comme la récompense d'une politique conséquente, restée fidèle à elle-même pendant une quarantaine d'années. Certes, depuis l'alliance du Front Populaire, il y a eu quelques variations empiriques : « Le front populaire a commencé comme une alliance électorale entre deux partis ; par la suite cette alliance s'est renforcée dans la lutte pour l'application du programme (du Front populaire) contre la résistance de la droite », écrit S. Carrillo dans *Nuestra Bandera*, organe théorique du P.C.E., n° 51 et 52 de 1966 (c'est nous qui soulignons). Dès 1939, on passe de cette alliance contre la droite à une politique « d'union nationale », fort bien définie par José Diaz, à l'époque secrétaire général du P.C.E. : « Dans l'union nationale entrent différents groupes sociaux, différents partis. Chaque groupe social, chaque parti qui la compose, fait les sacrifices nécessaires pour que puisse exister ce bloc de forces capable de repousser l'invasion qui est l'ennemi commun ». (Le dit « envahisseur » est au gouvernement depuis un bon moment !)

Cette politique d'union nationale durera jusqu'en 1945 où le P.C.E. participe à « l'alliance nationale des forces démocratiques », bien dans la ligne de l'époque qui vit la défaite des « totalitarismes ». Le P.C.E. défendit cette « alliance » jusqu'à la guerre froide, mais, bien qu'il eût remplacé en 1945 le mot d'ordre de « grève nationale révolutionnaire » lancé en 1942 par celui de « grève nationale politi-

que », et châtré en même temps toutes les luttes ouvrières en Espagne, il ne rencontra guère d'écho favorable parmi les classes au pouvoir.

Après le 20^e Congrès du P.C. russe, le P.C.E. se lance derechef à la recherche de nouveaux alliés, retirant même de ses mots d'ordre celui de démocratie, et propageant la nouvelle orientation : la « réconciliation nationale ». Mais, malgré tous ses efforts pour flatter les classes dominantes, malgré les témoignages de son « sens des responsabilités », malgré son respect inconditionnel de la légalité, le P.C.E. n'eut pas plus de chance que par le passé : l'alliance conclue à Salamanque en 1937 n'avait pas encore besoin de lui. Pourtant, ses appels pressants à la droite ne manquaient pas de saveur : « Ils (les partis de droite) repoussent précisément une des plus belles choses de cette période : l'unité, l'alliance, le fait que des forces diverses ont travaillé et lutté ensemble. Le Parti Communiste qui est une force d'aujourd'hui, prend avec orgueil sa part du fardeau historique et reconnaît aussi qu'il y a eu des fautes et des carences, des choses qu'il aurait fallu éviter. Mais, nous les communistes, déclarons que cela appartient déjà au passé ; et comme on le dit dans le générique de certains films, toute analogie entre les personnages de la tragédie et des personnes vivantes est purement fortuite », écrit par exemple *Nuestra Bandera*, n° 51-52 (c'est nous qui soulignons).

Ainsi, le P.C.E. a brûlé toutes ses cartouches, depuis l'alliance avec la gauche jusqu'à l'alliance avec la droite. Il serait temps que ses efforts portent leurs fruits. Peut-être la constitution de cette junte en est-elle les prémices ? Reste à savoir évidemment pourquoi la bourgeoisie s'apprête maintenant à pactiser avec le P.C.E.

Lorsqu'en avril 1937 se forma à Salamanque le « front unique » bourgeois, et que la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie commencèrent à s'aligner sur les positions des vieilles classes privilégiées qui avaient déclenché la rébellion, le P.C.E. comprit qu'il fallait choisir nettement entre révolution et con-

tre-révolution, car il ne restait plus de voie intermédiaire ni de possibilité d'ajournement ou de conciliation. Ou bien on voulait faire correspondre l'appareil d'Etat aux nécessités de la lutte de l'unique force qui défendait la république, celle des ouvriers et des paysans, et cela signifiait le briser par la révolution ; ou bien on devait écraser l'avant-garde ouvrière et paysanne qui en avait plus qu'assez d'attendre les mesures d'un gouvernement soi-disant formé par ses représentants. L'alternative était claire.

En mai 1937 le P.C.E. attaque l'avant-garde révolutionnaire catalane, impose à coups de mitrailleuses le mot d'ordre absurde « gagner la guerre d'abord, faire la révolution ensuite », exhume les dirigeants bourgeois qui se terraient et met le point final au processus révolutionnaire espagnol.

Mais la contre-révolution dirigée par le P.C.E. dans le camp républicain était déjà dépassée aux yeux de la bourgeoisie qui se disait : pourquoi collaborer avec ces gens-là quand on peut commander directement ? Il n'y avait donc pas de place pour le P.C.E. dans le regroupement de forces qui fusionneraient dans l'alliance de Salamanque. C'est seulement aujourd'hui, 38 ans après, que l'entremise de Calvo Serer l'y fait entrer.

Calvo Serer a été l'un de ceux qui réussirent à consolider le pacte de Salamanque, même dans les années 1962-63 où le monolithe franquiste se lézardait. Serer et l'Opus Dei ont le « mérite » d'avoir prolongé la vie d'un régime qui, bien que né agonisant ne montre pas de signe de fatigue et ne semble pas dans un état comateux. Si, maintenant, la bourgeoisie industrielle prend ses distances par rapport au franquisme par la voix de son porte-parole Calvo Serer, elle est bien loin de renier l'appareil qu'elle-même a créé, et d'y renoncer. Au contraire, elle cherche à le renforcer en enrôlant à son service davantage de laquais, quitte à se débarrasser de ceux qui ont fait leur temps. C'est là la deuxième signification de la présence du P.C.E. dans la « junte démocratique ».

PRENSA EN LENGUA ESPAÑOLA

PARTIDO Y CLASE

Sumario :

- Tesis sobre el papel del partido comunista - 1920
- Partido y clase - 1921
- Partido y acción de clase - 1921
- El principio democrático - 1922
- Dictadura proletaria y partido de clase - 1951
- La inversión de la praxis - 1951
- Partido revolucionario y acción económica - 1951
- El ejemplar : 8 F.

L'opportunisme stalinien, pilier du militarisme bourgeois

En critiquant « l'antimilitarisme » (1), Catala, secrétaire du M.J.C., vient de rappeler :

« Nous ne cautionnerons jamais toute activité qui puisse jeter un discrédit sur le principe même de la nécessité d'une armée nationale pour défendre le territoire national » (Le Monde du 22/23-9-74).

Dans *Changer de cap* (programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire), le P.C.F., définissant une « doctrine de Défense authentiquement nationale, moderne et efficace », déclare notamment : « Un gouvernement démocratique assignera pour but exclusif à la Défense nationale de contribuer à la sécurité et au respect de l'intégrité territoriale de la nation. Il lui donnera à cette fin, les moyens matériels et moraux [...] de son efficacité ».

Pour ce qui nous intéresse, nous n'avons pas besoin de démontrer en long et en large le caractère mensonger de la « défense nationale » pour un pays impérialiste, défense qu'il serait bien sûr tout à fait faux de nier en général, et en particulier pour les pays où le cycle bourgeois révolutionnaire est en cours, ou... pour l'Etat prolétarien. Nous rappellerons simplement la dénonciation que faisait Lénine de cette théorie :

« La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes : Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, Japon, Etats-Unis, est devenue tellement réactionnaire, elle est tellement animée du désir de dominer le monde que toute guerre de la part de la bourgeoisie de ces pays ne peut être que réactionnaire [et donc la 2^e guerre mondiale où nos staliniens ont prêché la défense de la pa-

(1) Le P.C.F. n'a pas le privilège de la lutte contre l'antimilitarisme. C'est un bien commun à tous les partis staliniens. Pour mémoire, une déclaration de l'Unità du 15-7-73, organe du P.C.I. :

« Le mouvement ouvrier, passé à travers l'expérience de la Résistance, repousse avec fermeté (!!) toute position extrémiste qui l'oppose en principe aux institutions militaires. De telles positions n'offrent pas seulement des prétextes à une campagne réactionnaire, mais font obstacle au rapport de compréhension et de solidarité entre les forces populaires et les soldats et les officiers, qui est indispensable pour la défense et le développement de la démocratie ». C'est cette politique de « compréhension et de solidarité » entre l'opportunisme et l'armée qui a été traduite en formule de gouvernement au Portugal et que l'opportunisme appelle de ses vœux en Espagne.

La campagne que vient de déclencher le M.J.C.F. contre « l'antimilitarisme puéril et démagogique des groupes gauchistes » permet de mesurer la consistance du « soutien » de l'opportunisme aux revendications des prolétaires sous les drapeaux ainsi que la teneur de sa soi-disant « lutte » contre la répression qui frappe les plus combattifs.

Cette attitude ignoble n'a en réalité rien de surprenant. La vérité est que tout antimilitarisme est pour le P.C.F. forcément puéril et démagogique, et ce serait faire preuve de bêtise ou d'absence de scrupules théoriques que de confondre la critique qu'a toujours faite le communisme révolutionnaire de l'antimilitarisme pacifiste bourgeois ou anarchisant, critique faite du point de vue révolutionnaire de la destruction de l'Etat bourgeois, et celle de l'opportunisme qui part ouvertement de la défense de l'armée et de l'Etat bourgeois. Et comment le P.C.F. pourrait-il avoir une autre attitude, après son passage dans le camp de la « défense nationale » à la veille du Front Populaire, après l'expérience de la résistance patriotique et du « chacun son boche »,

trie ! (2)]. Le prolétariat ne doit pas seulement être opposé à toute guerre de ce genre, il doit encore [écoutez bien!] souhaiter la défaite de « son » gouvernement dans ces guerres et la mettre à profit pour déclencher une insurrection

Un programme digne d'une longue tradition social-impérialiste

l'Etat. C'est ainsi que, selon le P.C.F., la « Défense nationale » ne devrait contribuer qu'à maintenir « l'intégrité territoriale de la nation ». Mais le P.C.F. a-t-il jamais remis en cause l'occupation militaire de l'Allemagne par son propre Etat ? Il tait évidemment le fait que 40.000 soldats français sont en R.F.A. depuis... 30 années et rappelle dans son programme qu'il est pour « la reconnaissance de la R.D.A. et de toutes les réalités issues de la Seconde guerre mondiale » (p. 223), démontrant ainsi ce que vaut son « anti-impérialisme ». En réalité, le P.C.F. est obligé d'avouer lui-même que l'armée ne peut seulement servir à « défendre le territoire national » quand il écrit dans son programme qu'elle « pourra être appelée à fournir des contingents de participation à la coopération militaire que peut éventuellement impliquer l'organisation de la sécurité collective », mais, ajoute-t-il pour noyer le pois-

(2) A ce sujet, le « défaitisme » de 1939 ne mérite nullement un label communiste car il n'était valable que d'un seul côté : défaitisme du côté anglo-français, mais pas du côté allemand. De plus, il se faisait au nom d'un autre Etat, la Russie, dont l'intervention en Pologne n'était rien moins... qu'impérialiste.

révolutionnaire si l'insurrection en vue d'empêcher la guerre n'a pas réussi » (Le programme militaire de la révolution prolétarienne. Œuvres, t. 23, p. 93).

Pour se donner bonne conscience, l'opportunisme prétend interdire

par la loi les actions de banditisme international de l'Etat et de son armée, comme si l'impérialisme n'était pas une seconde nature du capitalisme sénile, et comme si un gouvernement « de gauche » pouvait modifier la nature de

son, « conformément à la Charte des Nations-Unies, à l'exclusion de toute participation à un bloc militaire dirigé contre d'autres Etats » (p. 234). A qui peut-on faire croire qu'il peut exister des alliances militaires, qui ne seraient pas dirigées contre d'autres Etats ?

C'est au même genre de mystification que se livre le P.C.F. lorsqu'il affirme que l'armée « ne participera plus à des missions de caractère colonialiste et impérialiste » (p. 234). Le P.C.F. n'était-il pas au gouvernement lors des mas-

après la reconstruction de l'Etat impérialiste et le fameux mot d'ordre de Thorez : « Un seul Etat, une seule armée, une seule police » ?

Bien entendu, il n'y a aucune raison pour que le P.C.F. ait une attitude différente aujourd'hui ou demain. Et pour s'en convaincre, le mieux est de considérer son programme militaire. Il ne s'agit nullement d'étudier la politique militaire de l'opportunisme stalinien en tant qu'aspect de sa « politique extérieure », ce qui supposerait qu'on donne une appréciation de la portée réelle de son mot d'ordre de lutte contre la « vassalisation » américaine, de sa position vis-à-vis des alliances militaires ou de sa politique de défense des intérêts impérialistes de la France. Ce qui nous intéresse ici, c'est d'éclairer sa fonction antiprolétarienne dans un domaine aussi vital pour la révolution que le domaine militaire, en mettant en rapport la nature de l'armée bourgeoise, les exigences de la lutte révolutionnaire et la conception qu'a l'opportunisme du rôle de l'armée et de son utilisation.

Madagascar, lors des débuts de la guerre d'Indochine ? Ne soutenait-il pas un gouvernement de gauche, le Front Républicain, lorsque ce dernier intensifia la guerre coloniale en Algérie ?

Où a-t-on jamais vu ce parti réclamer aujourd'hui le retrait des troupes d'Afrique Noire, des colonies des Antilles, de la Réunion ou de Djibouti, auxquelles il promet simplement l'autodétermination, mais conçue comme un « statut d'autonomie leur permettant de gé-

l'Etat. C'est ainsi que, selon le P.C.F., la « Défense nationale » ne devrait contribuer qu'à maintenir « l'intégrité territoriale de la nation ». Mais le P.C.F. a-t-il jamais remis en cause l'occupation militaire de l'Allemagne par son propre Etat ? Il tait évidemment le fait que 40.000 soldats français sont en R.F.A. depuis... 30 années et rappelle dans son programme qu'il est pour « la reconnaissance de la R.D.A. et de toutes les réalités issues de la Seconde guerre mondiale » (p. 223), démontrant ainsi ce que vaut son « anti-impérialisme ». En réalité, le P.C.F. est obligé d'avouer lui-même que l'armée ne peut seulement servir à « défendre le territoire national » quand il écrit dans son programme qu'elle « pourra être appelée à fournir des contingents de participation à la coopération militaire que peut éventuellement impliquer l'organisation de la sécurité collective », mais, ajoute-t-il pour noyer le pois-

l'Etat. C'est ainsi que, selon le P.C.F., la « Défense nationale » ne devrait contribuer qu'à maintenir « l'intégrité territoriale de la nation ». Mais le P.C.F. a-t-il jamais remis en cause l'occupation militaire de l'Allemagne par son propre Etat ? Il tait évidemment le fait que 40.000 soldats français sont en R.F.A. depuis... 30 années et rappelle dans son programme qu'il est pour « la reconnaissance de la R.D.A. et de toutes les réalités issues de la Seconde guerre mondiale » (p. 223), démontrant ainsi ce que vaut son « anti-impérialisme ». En réalité, le P.C.F. est obligé d'avouer lui-même que l'armée ne peut seulement servir à « défendre le territoire national » quand il écrit dans son programme qu'elle « pourra être appelée à fournir des contingents de participation à la coopération militaire que peut éventuellement impliquer l'organisation de la sécurité collective », mais, ajoute-t-il pour noyer le pois-

La puissance allemande

(Suite de la page 1)

mercier, qui est en 8 mois de l'ordre de 30 milliards de marks. L'Allemagne est redevenue une puissance financière et se permet de satelliser de petits pays dans une véritable zone mark.

Le Monde du 27-9 entonne le couplet sur le réveil de la vieille « tendance à l'autoritarisme » qui serait bien entendu non pas la tendance générale du capitalisme impérialiste, mais un phénomène typiquement allemand, et rappelle la constante de la politique vis-à-vis de l'Allemagne, d'un pays qui, après s'être faufilé parmi les « vainqueurs » et avoir pris sa part du gâteau, voit non sans préoccupation la puissance économique de son voisin :

« De Gaulle, qui avait pourtant noué avec Adenauer des relations de grande confiance, s'accommodait parfaitement de (la) dépendance de Bonn à l'égard de Washington. C'est d'ailleurs en pensant notamment, sans l'avouer, à l'Allemagne, qu'il a voulu doter la France d'une arme nucléaire ; c'est aussi parce qu'il voulait équilibrer la puissance germanique renaissante qu'il a cherché à prendre langue avec l'Est. Georges Pompidou, pour sa part, avait espéré trouver dans la Grande-Bretagne le nécessaire contre-poids. Il n'avait compté ni sur l'épuisement de celle-ci ni sur le réflexe insulaire de ses habitants ».

La récente tentative que Giscard estimait propre à retarder, grâce sans doute aux charmes de l'esprit français, le moment où l'Allemagne se débarrasserait de ses « complexes politiques », s'est révélée un échec. Et il est clair que si l'on allait vers une nouvelle « amitié », cette dernière serait cette fois fondée sur un rapport modifié entre les deux partenaires.

Si la bourgeoisie française est prête à tenter l'expérience (que peut-elle faire d'autre, avec un

déficit commercial avec l'Allemagne de plus de 6 milliards de francs pour 8 mois), l'opportunisme lui, met le gouvernement en garde, et pose ses jalons pour une autre politique internationale, qui soit vraiment digne de la « France éternelle » chère aux gaullistes.

« La situation est préoccupante, et la République fédérale allemande commence à prétendre, d'une certaine façon, à un rôle dominant. Nous la voyons refuser aujourd'hui toute aide à l'agriculture. Je dis : « Attention ! », car dans d'autres circonstances, bien sûr, avec d'autres hommes, il est arrivé que la bourgeoisie française tire les marrons du feu au profit de l'impérialisme allemand » (Marchais à Périgueux, cité par le Monde du 27-9).

Deux guerres impérialistes ont déjà douloureusement établi et confirmé que le responsable de toutes les misères et de l'oppres-

rer librement leurs propres affaires dans le cadre de la République française » (Programme de Champigny, p. 38) ? Il faut croire assurément que la notion de « territoire national » est aussi élastique pour l'opportunisme que pour la bourgeoisie.

Il va sans dire d'autre part que toutes les revendications du P.C.F. sur l'armée sont enrobées dans les habituelles pétitions de principes pacifistes, du genre : « Dans les conditions de notre temps, les moyens militaires ne représentent qu'un élément encore [...] indispensable, mais limité, de la sécurité nationale. Une politique active et conséquente de paix, en promouvant en particulier la sécurité collective, le désarmement avec la destruction des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques, en est le facteur déterminant et le plus efficace » (Changer de cap, p. 231). Le principe de la politique des Etats impérialistes devrait donc être : « Si tu veux la paix, prépare la paix » (Adresse du P.C.F. aux cadres de l'armée, Liberté du 25-7-73). Est-il besoin de redire avec Trotsky que « le pacifisme est le masque de l'impérialisme » ?

Mais le P.C.F. pourrait-il agir autrement alors que la base de l'opportunisme, c'est l'alliance entre la bourgeoisie et les couches de l'aristocratie ouvrière et de la petite-bourgeoisie pourries par les miettes provenant de l'exploitation coloniale et impérialiste ? L'expression politique et militaire de cette alliance est le mot d'ordre de la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste, mot d'ordre qui selon Lénine « n'est qu'une corruption du mouvement ouvrier par un mensonge bourgeois ».

(à suivre)

La solidarité avec les soldats exige un antimilitarisme de classe

Le P.C., P.S. et P.S.U. ont publiquement désavoué les meetings de solidarité avec les neuf soldats de Draguignan, après avoir participé formellement et pour un temps très court à un « comité de soutien » regroupant, outre les syndicats, un cocktail hétéroclite de formations politiques (allant du F.C.R., de Révolution ! et des divers comités « anti-militaristes » ou de « défense des appelés » à la Libre Pensée, en passant par le P.C. et les J.C., le P.S.U. et le P.S.) et dans le cadre duquel deux tracts communs, se cantonnant à énumérer les revendications de l'appel des cent, avaient été diffusés. La dénonciation par ces partis des manifestations envisagées comme « anti-militaristes », est une confirmation supplémentaire du caractère dangereux de l'illusion selon laquelle le prolétariat pourrait s'appuyer sur l'opportunisme et pire encore la démocratie en général pour se défendre contre le capital et son Etat.

Telle n'est pourtant pas la leçon que tire de tels épisodes l'immédiatisme impénitent. On peut lire dans Révolution ! du 20-9, dans un article écrit sans doute avant le « coup de théâtre » des partis de gauche : « L'exemple de Draguignan, où un comité s'est constitué regroupant de très nombreuses forces, montre la voie à suivre ». Quant à Rouge — critiqué par Révolution ! comme sceptique quant au rôle de tels comités — il écrit dans son no du 20-9 : « L'unité qui aurait pu mobiliser des centaines de Dracénois aux côtés des soldats du 19^e est rompue [...]. Les autres organisations [...] décident de continuer seules la mobilisation. Au regard de ce qui aurait pu être fait cette riposte est insuffisante [certes !]. Mais c'est un premier pas. D'autres actions suivront dans les semaines à venir ». Point final. L'idée que l'opportunisme ne veut pas et ne peut pas faire autre chose que ce qu'il a fait, et cette autre idée qu'une « riposte suffisante » n'est concevable que sur la base de l'antimilitarisme sont pourtant les leçons que nous livrent les faits.

PARTEIVERÖFFENTLICHUNGEN IN DEUTSCHER SPRACHE

Eben erschien die Broschüre :
DER KAMPF GEGEN DEN ALTEN UND DEN HEUTIGEN REVISIONISMUS.

Inhalt :

- Richtlinien zur Wiederherstellung der marxistischen Lehre.
- Der historische Zyklus der kapitalistischen Wirtschaft.
- Der Historische Zyklus der politischen Herrschaft der Bourgeoisie.
- Der historische Verlauf der Klassenbewegung des Proletariats — Kriege und opportunistische Krisen.

Preis 6 F.
Bestellung beim Proletaire.

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr. 17 (17 settembre 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA

- di cui diamo il sommario :
- In marcia verso un « rapporto nuovo » fra borghesia e opportunismo.
 - Sindacati e lotta contro la disoccupazione.
 - Etiopia.
 - Solidarietà di classe con il proletariato cileno.
 - S. Basilio : la casa, un problema permanente.
 - Lo sciopero dei CUB-ATM.
 - La vigilia dell'Ottobre.
 - L'opportunismo e la crisi del settore tessile.
 - Contro l'offensiva antioperaia.
 - Il neofascismo problema ricorrente nel secondo dopoguerra.
 - Una politica conseguente.

La solidarité de classe avec les ouvriers immigrés

(suite de la page 1)

à 10.000 F par an et il faut 20 ans jusqu'à ce qu'un étranger ait amorti les frais d'investissement occasionnés par lui.»

Ces derniers arguments, fruits d'un cynisme grossier, essayent de faire retomber sur l'immigration les nécessités du développement capitaliste, alors que c'est le développement, par sa dynamique propre, qui jette dans la misère des millions d'individus, dont la seule ressource est pour certains de s'expatrier pour survivre.

Misère de la pensée bourgeoise qui n'a d'autre ressource que de prendre les effets pour des causes et réciproquement. Dans la situation d'aujourd'hui l'extrême droite helvétique et xénophobe n'est que l'agent d'une politique de restrictions rendue nécessaire par la récession économique rampante, qui n'est pas seulement nationale mais internationale, elle-même prémisse d'une future crise générale du capitalisme.

Le mécontentement du «peuple suisse» et en particulier du prolétariat face à la monnaie des prix, au renchérissement général du coût de la vie, trouve, pour le moment, un exutoire dans les slogans xénophobes lancés par l'extrême droite. Le prolétariat suisse, qui constitue la majeure partie de l'aristocratie ouvrière, se sent beaucoup plus proche des intérêts nationaux bourgeois que de ses intérêts de classe. Aucune solidarité ne peut exister, aujourd'hui, entre cette couche achetée par le capital et les masses exploitées du prolétariat émigré et en particulier les saisonniers. Notons en passant que les syndicats sont les dignes représentants de cette aristocratie et que la politique dite de la «Paix du Travail» est la politique de cette couche. Mais le prolétariat de ces couches favorisées doit se souvenir que son niveau de vie n'est assuré que par la volonté du capital, et que si la situation générale s'aggrave, alors ses conditions de vie s'aggraveront. Seule la solidarité de tout le prolétariat dirigé par son parti permettra de dépasser un ordre social bâti sur l'absurde accumulation qui n'engendre à la fin d'un cycle que crises, chômage, misère, et dans le cas le plus défavorable guerre impérialiste.

Cependant, il faut remarquer que, mis dans certaines conditions économiques-sociales, suisses et émigrés se retrouvent ensemble pour lutter contre le patronat. C'est une des leçons qu'il faut tirer de la grève à la «Buerger et Jacobi» à Bienne, où le front de classe suisses-émigrés a résisté jusqu'à la fin malgré les tentatives de division de la part du syndicat et du patronat.

Si le prolétariat est encore dans sa grande majorité xénophobe c'est qu'il subit les pressions idéologiques de la bourgeoisie qui, pour sauver son régime de classe, essaye de faire porter le poids des contradictions du capital sur le dos des classes exploitées et pour cela n'hésite pas à mettre en avant, avec un grand tapage publicitaire, une extrême droite dont la débilité politique n'a d'égale que l'incompétence en matière économique.

Les partis bourgeois traditionnels condamnent tous sans exception la nouvelle initiative et ils

appellent à voter NON ou référendum, Conseil Fédéral en tête.

Cela n'a pas empêché ce dernier de mettre en vigueur dès le 1^{er} août 1974, une série d'arrêts dont le but est «de stabiliser l'effectif des étrangers» dont l'augmentation annuelle devrait tendre vers zéro d'ici dix ans. Tous les secteurs sont maintenant contingentés y compris ceux qui jusque-là étaient «hors contingent»: les hôpitaux, les écoles, et l'agriculture.

Officiellement ces mesures ont été prises «pour mieux répartir la main-d'œuvre». En 1973, sur 54.000 nouveaux travailleurs, 35.000 sont allés dans les secteurs non soumis au contingentement.

Ces mesures sont donc un compromis entre la nécessité de prendre position par rapport à l'initiative et celle de laisser quand même «se développer les secteurs économiques le plus harmonieusement possible». Le Conseil Fédéral qui avait refusé de présenter un contre-projet, prend des dispositions qui font taire les critiques à son égard après son refus.

Le patronat dans son ensemble rejette lui aussi l'initiative. Pour lui évidemment cela voudrait dire la fermeture à brève échéance pour certains secteurs où la petite et moyenne entreprise est majoritaire. Les grandes boîtes ont déjà dans leurs tiroirs des projets de restructuration qui consistent notamment à faire passer dans les pays d'émigration les départements tournant grâce à la sueur des émigrés. C'est le cas notamment des fonderies dans la métallurgie. Fondant sa critique sur la catastrophe imminente qui suivrait l'adoption de l'initiative, le patronat fait appel au sentiment national en parlant de «notre économie», «notre niveau de vie», entraînant le prolétariat sur son terrain pour défendre la patrie en danger.

C'est en considérant les apparentes positions contradictoires entre le patronat et l'extrême droite xénophobe, que se révèle le jeu subtil de la bourgeoisie: faire semblant d'attaquer l'aile la plus extrémiste en attirant sur les positions du gros de la troupe le prolétariat inorganisé et trahi par les syndicats et ses soi-disant représentants politiques.

L'opportunisme syndical, quant à lui, brille par son esprit civique et son réalisme en la matière. Après avoir demandé par l'entremise de son président Canonica, membre du Conseil National, un «contre-projet fédéral», l'U.S.S. (Union Syndicale Suisse) constate que le Conseil Fédéral «règle aujourd'hui par voie d'ordonnances divers points qu'il aurait été plus rationnel d'inscrire dans la constitution ou dans la loi...». L'U.S.S. invite le Conseil Fédéral «à ne pas céder aux pressions dont il est l'objet et à maintenir son intention de soumettre tous les secteurs de la production et des services aux mesures qui restreignent l'afflux de la main-d'œuvre étrangère». De la part de l'U.S.S., plus rien ne doit nous étonner: garant de l'ordre bourgeois au sein du prolétariat, ses conseils prodigués au gouvernement ne sont que l'autre face parlementaire de son rôle de flic social.

Trahissant quotidiennement le prolétariat, lorsque celui-ci a des

vellités de combattre avec ses premières armes que sont la grève et l'organisation de la solidarité de classe contre le patronat, l'U.S.S. passe aux yeux du patronat et de son Etat pour un «excellent partenaire social».

Pour se convaincre de son travail de sape, il suffit d'avoir à l'esprit l'échec de la grève à la «Buerger et Jacobi», où la F.O.B.B. (Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment affiliée à l'U.S.S.) refusa systématiquement d'engager une campagne de solidarité et d'explication comme le réclamaient les travailleurs en lutte.

L'opportunisme des organisations d'émigrés n'a pas à pâlir devant l'opportunisme des syndicats helvétiques. Le groupe de l'émigration espagnole, plus ou moins contrôlé par les catholiques de gauche avec la bénédiction du P.C.E., s'aplatit littéralement devant les illusions démocratiques de la bourgeoisie suisse en engageant les prolétaires suisses à «soutenir leurs autorités dans la recherche d'une solution humaine, raisonnable et digne de leur pays» et en appelant les espagnols à convaincre «leurs frères, voisins, copains et même leur patron que l'acceptation de l'initiative envenimerait le climat jusqu'alors prospère entre suisses et étrangers». Les «Colonies Libres Italiennes» (contrôlées par le P.C.I.) adoptent les mêmes principes de défense des intérêts nationaux. On ne peut attendre de ces organisations d'émigrés qui prétendent défendre les intérêts de «leurs» nationaux (de manière toute pacifique d'ailleurs) que division de la classe ouvrière en nationalités, soumission aux intérêts du capital et trahison des intérêts de classe.

L'opportunisme politique, représenté par le Parti du Travail (P.d.T.), après de grandes envolées sur «sa lutte résolue contre cette initiative et contre le courant xénophobe», réaffirme sans transition «la nécessité d'une stabilisation du nombre des étrangers, compte tenu de l'importance de leurs effectifs, de l'insuffisance de l'infrastructure, de l'insécurité de la situation». Il affirme en plus son soutien aux «efforts des partis communistes et des forces démocratiques des pays d'émigration pour promouvoir un développement économique qui permette aux travailleurs de ces pays de vivre dé-

cemment [!!!] chez eux». Illusion classique des traitres à la classe ouvrière, sur le développement harmonieux du Capital à l'échelle nationale ou internationale. Les communistes, eux, ont toujours affirmé que le développement du capitalisme ne pouvait qu'engendrer des crises encore plus profondes. Pour ces bons démocrates, c'est la solution à l'émigration. Notons quand même que le P.d.T. «poursuivra son action pour l'égalité des droits entre tous les travailleurs, pour la suppression du statut de saisonnier, pour la libre circulation de la main-d'œuvre immigrée (...), pour la garantie des droits démocratiques (de réunion, de coalition, d'expression)». Pour ne pas priver de voix les «partis frères», susceptibles d'accéder au pouvoir grâce à elles, le P.d.T. n'exige surtout pas les mêmes droits politiques pour les travailleurs immigrés que pour les suisses (mot d'ordre pourtant avancé par Lénine lorsqu'il séjournait en Suisse). Gageons que le P.d.T. saura trouver des moyens de lutte inoffensifs pour «imposer» ses revendications. C'est encore là que l'on distingue les communistes des opportunistes. Dans certaines conditions leurs revendications immédiates peuvent être formellement les mêmes, mais le but poursuivi et les moyens de les imposer sont diamétralement opposés.

Comment imaginer qu'un parti qui compte sur le développement du capital pour résoudre le problème de l'immigration puisse un jour mobiliser les ouvriers pour faire aboutir ces revendications minimum, base pour l'unification nécessaire de la classe dans son combat contre l'esclavage salarié.

Nous appelons les prolétaires suisses qui voteraient NON à ce référendum par solidarité avec leurs camarades étrangers, directement menacés par le chômage et la misère, à ne pas attribuer à ce geste une trop grande portée. Il est nécessaire de ne pas être indifférent au sort de ses camarades de travail, mais il faut se rendre compte que tel quel ce geste de solidarité se concrétise de manière individuelle et dans un isolement, et laisse ouverte les questions de fond concernant les ouvriers immigrés et en particulier les saisonniers. Pour les communistes la vraie solidarité de classe ne peut pas se manifester de cette manière. Aujourd'hui, à cause de la situation sociale, de la soumission complète du prolétariat aux intérêts bourgeois, nous ne pou-

vons donner d'autre mot d'ordre que de voter NON le 20 octobre. Mais pour que ce NON de solidarité ouvrière ne soit pas perdu dans la masse des NON de l'ordre démocratique bourgeois et ne reste pas un acte purement formel, nous appelons les camarades ouvriers à lutter avec leurs armes de classe, les seules qui permettent de combattre contre l'exploitation de la force de travail par le capital, pour imposer la suppression du «statut de saisonnier», véritable statut d'esclave du capital, et les mêmes droits politiques et syndicaux pour les immigrés que pour les suisses.

Mais ces deux mots d'ordre ne peuvent être appuyés et mis dans le programme de lutte du prolétariat que s'il existe un mouvement réel de classe. Or ce mouvement n'existe aujourd'hui que d'une façon épisodique et embryonnaire, surtout en Suisse, et ce n'est pas avec un volontarisme outrancier que l'on provoquera la prise en charge par le prolétariat de ses intérêts de classe. La situation réelle s'aggravant, il est de notre devoir de diriger le mécontentement du prolétariat vers son unification, par dessus toute division locale ou nationale, sur la base de revendications concrètes à l'intérieur desquelles doivent figurer ces deux mots d'ordre.

Ce n'est que par un long chemin de luttes, partielles puis générales, que le prolétariat, sous la direction de son parti, affrontera les ennemis communs: la bourgeoisie et ses valets opportunistes.

Mais dès aujourd'hui les communistes doivent inscrire sur le drapeau du prolétariat le mot d'ordre final d'ABOLITION DU SALARIAT, qui résume toute la lutte des prolétaires contre le capital. Et cette abolition passe par la direction du mouvement par le parti communiste, par la prise violente du pouvoir et par la dictature du prolétariat.

COLLECTIONS RELIEES DU «PROLETAIRE»

Le volume 3, rassemblant les n° 118 à 163 (années 1972 à 1973), est disponible.

★

Prix :30 F (ajouter 5 F pour frais d'envoi. Commandes au «Proletaire».

PERIODIQUES DU PARTI

- PROGRAMME COMMUNISTE (Revue théorique internationale)
- LE PROLETAIRE (journal bimensuel)
- IL PROGRAMMA COMUNISTA (journal bimensuel)
- EL PROGRAMA COMUNISTA (publication trimestrielle)
- EL COMUNISTA (supplément à El Programa comunista).

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris: 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille: le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Lille: le dimanche de 10 h à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

PUBLICATIONS DU PARTI

EN FRANÇAIS	
— Communisme et fascisme, 158 p.	8,00 F
— Le principe démocratique, 24 p.	1,50 F
— Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 p. ...	4,00 F
— La «Maladie Infantile», condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme», 100 p.	5,00 F
— Force, violence, dictature dans la lutte de classe, 58 p.	4,00 F
— Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	15,00 F
EN ESPAGNOL	
— Los fundamentos del comunismo revolucionario	4,00 F
— Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase	4,00 F
— Partido y clase	8,00 F
EN PORTUGAIS	
— Tees características do partido: bases de adesao ..	3,00 F

MOZAMBIQUE

Comme on pouvait le prévoir, la tactique du gouvernement portugais d'unité nationale, qui consiste à faire traîner les choses avec les mouvements d'indépendance dans les colonies, en leur demandant de déposer les armes et d'entreprendre les négociations dans l'attente d'une indépendance future, a eu pour résultat de regonfler les blancs du Mozambique et de l'Angola (qui pourtant, pris de panique après le coup d'Etat du 28 avril, ne demandaient qu'à décamper), tout en renforçant la position des éléments les plus modérés du Frelimo. Spinoza et compagnie ont ainsi réussi, d'une part, à lier les mains des rebelles de telle sorte qu'ils ne rompent pas les liens avec la «mère-patrie», d'autre part, à se décharger entièrement sur le «gouvernement provisoire» qui devrait administrer le Mozambique pendant toute l'année précédant l'«indépendance», de la tâche d'affronter à la fois les séditions renaissantes des «ultras», épaulés par de gigantesques intérêts capitalistes multinationaux, et les explosions de sainte colère des «hommes de couleur», en s'en remettant dans son désarroi aux bons offices de cette armée et de cette police portu-

gais dont les colonies ont pu savourer les délices pendant tant de siècles. Le haut commissaire envoyé par Lisbonne savait ce qu'il disait en invitant les noirs à «donner libre cours avec sagesse à leur ivresse de liberté» (*Corriere della sera* du 14-9-74).

Il est facile d'imaginer comment une situation de ce genre est destinée, comme disent les bourgeois, à «se détériorer», poussant toujours plus les ex-rebelles dans les bras de la puissance ex-coloniale, et ouvrant ainsi la voie à leur chute dans une dépendance réelle et non formelle encore plus étroite vis-à-vis d'elle. En traitant avec Lisbonne, le Frelimo est tombé dans le piège habilement tendu par Spinoza et compagnie: il peut en remercier entre autres, le progressiste et pseudo-communiste Cunhal. Souhaitons qu'au moins l'Angola ne morde pas au même hameçon!

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie «E.P.»
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP